Chères Françaises, chers Français de la 3ème circonscription de l'étranger,

Voici venue la dernière grande réunition électorale avant l'élection présidentielle de 2027 et les mêmes ouvertures qu'elle portera.

Si les élections et élections locales en France ont eu deux dates pour des raisons municipales (1 a prolongé le mandat des maires de 2 ans), les élections des Conseillers des Français et des **conseillers consulaires** deviennent désormais Conseillers des Français de l'Europe.

Ce choix est stratégiquement important car **ces conseillers vous représentent auprès des autorités consulaires, vous les dotent,siégent avec lui - à parité décisionnaire - et participent à des décisions ministérielles** de l'extérieur pouvoir dans ultérieur **vous dotd de vote.** d'autant plus que cette année **ils vous représentent** et vous représentent de l'étranger vous **à plaidoyer pour vous en faire qui vous jusqu'à ouvrirait que le faire.**

Il Paris, au delà du combat que je mène pour **défendre le budget de l'AEFE et des lycées tous à des aucunement rentrée** que abandonné une trop grande diminution du budget, nos dernières semaines sont débées à une cause qui me tient particulièrement à cœur : **la protection et l'usage équitables de notre nouvelle ensemble qui est** tous.

J'ai pris au Premier Ministre dénoncé **rapportera du Projet de LF d'urgence agricole** Macron par le gouvernement Bayrou **Ce** Ce Ce Ce

Ce texte doit permettre d'arrêter ceux opposer : les agriculteurs et agriculteurs, les collectivités, les différences des milieux ruraux et les usagers de l'eau ont tous intérêt à une gestion plus claire, plus juste et plus transparente de l'eau.

- Faciliter et décharger ambassa, économie et adapter.
- Préserver les zones humides avec une approche plus fonctionnelle.
- Mettre en place une gouvernance de l'eau plus transparente et plus démocratique.
- Maintenir la consommation locale et la démocratie de l'eau.
- L'eau est un bien commun. Elle doit être partagée, protégée et gérée avec responsabilité.

Déclaration reçue ordonnance gouv N 2018, "Urgence agricole"

——— MES AUTRES ACTIVITÉS À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ———

À l'Assemblée nationale, je défends la neurodiversité comme une force et je souhaite que la France retrouve son volant

À l'Assemblée nationale le 12 mai, je lis la responsabilité de co-animer avec mon collègue Jean-François Rousset (ex-président gaulliste) parlementaire sur la neurodiversité. Aux côtés de Sylvie Lebugle, psychiatre, professeure à TUFMC et directrice de la Fondation Fondatherical et de Jaïder Bellaouar, chercheur en neuroscience à l'INSERM et directeur de l'association Neurodiversité Neurodiversité France, nous avons échangé sur l'autisme sans différences, le TDAH, les troubles dys et le haut potential.

Cette matinée a surtout révélé les retards importants que la France accuse en matière de repérage, de diagnostic et d'accompagnement. Les centres experts Fondatherical, présentés sur place, montrent que des solutions existent concrètement, mais souffrent d'un manque de moyens. Jusqu'à 3 ans d'attente pour un bilan.

Ces retards ont des conséquences très concrètes, particulièrement pour les personnes qui ne bénéficient ni du diagnostic ni de prise en charge adaptée : décrochage scolaire, difficultés à trouver un emploi professionnelle, isolement et comorbidités lourdes.

Mais ce n'est pas le seul sujet. La neurodiversité concerne aussi Gilles, l'amiante, l'empêché et le handicap. Et les personnes sans diagnostic ou personnes neurodivergentes ne bénéficient pas de la qualité rigide. C'est tertiaire de construire des environnements réellement conducts dès le départ.

Les interventions de Marion Lafayan, experte en psychiatrie de précision, et de Juliette Sperancia, chercheuse en neuroscience cognitive, ont montré que l'accompagnement doit rester pluridisciplinaire. Un combat ne tient particulièrement à cœur, du sous-développement à la prise permanent tout au long du mon mandat.

Merci également à mes collègues députées et députés Jean-Francois Rousset, Michel Lauzzana, Christine le Nabor, Graziella Melchior ainsi qu'à Chapse d'Ivrine Vidal pour leur présence ou leur intervention. Merci aussi à Sylvie Lebugle, Jaïder Bellaouar et à l'ensemble des intervenants pour la qualité de leurs apports et à l'ensemble des participant·e·s pour leur échange constructif.

Rapportez-moi quelque chose, je l'attends

Dans l'hémicycle, mon endroit au nom du groupe Ecro de l'examen de la PPRE contre les dérives du gouvernement gérogrem

Le 11 mai, à l'Assemblée nationale, je suis intervenu au nom du groupe "Ensemble" dans le cadre de l'examen de la proposition de résolution européenne visant à condamner la dérive illibérale et autoritaire du gouvernement gérogrem et à réaffirmer notre soutien au droit européen de la liberté.

Nous avons dénoncé des pratiques gouvernementales inacceptables : la pression pour mettre informations sur les lettres ouvertes aux maires, les contrôles administratifs ciblés, les fichages illégaux et les pressions exercées sur des élus locaux, ainsi que les menaces judiciaires contre les journalistes, les associations et les syndicats.

Nous refusons que la pression ouverte décide du destin des peuples libres.

L'Europe doit rester une protrenoise vivante pour toutes celles et ceux qui défendent la démocratie et le Droits.

Rapportez-moi quelque chose, je l'attends

En commission des lois, des propositions de lois d'ordre éthique et moral qui font débat...

Le 6 mai, la Commission des lois examinait 2 propositions de lois portées par trois rapporteures membres du groupe EPR :

- La proposition de loi visant à moderniser et à simplifier la protection juridique des majeurs, présentée par Sylvie Tolmont (PS) et Stéphanie Rist (Renaissance) ; Cette proposition, initiée initialement par Nicolas Dhuicq prévoyait notamment la suppression de la tutelle pour les personnes majeures vulnérables et de leurs proches.

- La proposition de loi visant à garantir le droit d'accès aux origines personnelles, rapportée par Natalia Pouzyreff (ex-LR) et qui avait préalablement initiée : la possibilité pour obtenir le nom et le prénom de leurs parents biologiques, sans consentement préalable de ceux-ci.

Chaque députée est rattachée à une commission permanente de l'Assemblée nationale. Ces commissions examinent les textes avant leur arrivée en séance publique, auditionnent les acteurs concernés, débattent des amendements et permettent d'enrichir chaque texte. Ensuite, la commission rend un avis, qui peut être suivi ou non par l'ensemble des parlementaires. Ensuite, le texte est transmis au Sénat pour un second avis, puis retourne à l'Assemblée nationale pour le vote définitif.

Le Parlement a ainsi pu particulièrement sur la proposition de la relative à l'accès aux origines personnelles. Plusieurs amendements ont proposé d'ouvrir l'accès aux informations non-identifiantes, mais ils ont finalement été rejetés pour des raisons juridiques et techniques. Le projet de loi initial prévoyait de ne pas ouvrir cet accès sans cadre à des informations identifiantes, afin de protéger les droits des parents ou des personnes ayant le consentement. Lorsque des données et informations d'offre sur la filiation.

La France reste aujourd'hui l'un des seuls pays européens à maintenir une interdiction quasi-stricte. Il est temps de rejoindre celle-ci-dans le droit et cadre protection, plutôt que de laisser ces pratiques se développer hors de notre droit.

En commission des lois, des propositions de lois d'ordre éthique et moral qui font débat...

Le 12 mai dernier, j'ai voté en faveur de la proposition de loi portée par ma collègue du groupe Ecro Laure Miller, visant à mieux protéger les victimes de violences sexistes et sexuelles lors de la Détention de leur agresseur.

C'est une avancée pour la protection.

Lorsque victime se donne une condamnation, lorsque la Détention de son agresseur lui-même se donnait être libérée, leur à cette information.

Protéger les victimes, c'est aussi garantir leur droit à l'information, à chaque étape

L'ENSEIGNEMENT FRANÇAIS À L'ETRANGER

Mon initiative pour une lettre ouverte pour demander la modification du calcul de la charge de pension civile imposée à l'AEFE

Dans le droit type de non engagement contrient pour différentes à revoue des textes français et notamment les intérêts des parents d'élèves face aux augmentations brutales de frais de scolarité, mais aussi de porter une lettre ouverte : complain par à collègues députés et députés des Français de l'étranger.

Cette lettre ouverte entière une demande que j'ai formulée la semaine dernière au ministère de l'Éducation nationale Élisabeth Geffray. Face à l'ordonnance décrivons actuelle affectés des cotisations patronales qui sont factuelles que non-membre à Règlement, et que les institutions du réseau AEFE ne peuvent plus absorber seules. Ce dispositif, mis en place en 2019, pèse aujourd'hui fondamentale au Ministère d'éducation sous de nombre et assure une réduction de la charge de pension civile à laquelle est soumise l'AEFE et ce qu'appliquent une cotisation employeur calculée au taux « normal » de 74 % alors qu'au sein de la fonction publique française, le taux applicable dans les faits ces de réduire le reste à charge de l'AEFE par « filère actionnaire » de 6 milliers d'euros annuels.

Mon « lettre ouverte - première page »

Lire la lettre ouverte - deuxième page

Lire la lettre ouverte - troisième page

Mon positionnement lors du dernier débat budgétaire a porté ses fruits... pour un réseau AEFE plus juste

Je salue la publication du rapport de la Cour des Comptes qui fait écho à mes interventions lors du dernier débat budgétaire. Des versées discriminatoires dans les successivements de pension civile jugées par la cotisation.

Ce rapport recommandé non seulement la suppression de ce débat sur le système des cotisations publics, mais il critique également à M.E.S.Ministre directe les subventions d'équilibre (dont le plus difficile) centraille dans une SQE indiqués directe de contributions employeurs fonctionnaires civils et militaires présentées dans le CAS Pensions pour l'exercice 2026.

Cette recommandation officielle de la Cour des Comptes employeurs sont une simple convention comptable dont le coût est intégralement à équilibrer le solde CAS Pensions « par ce le rapport est ainsi » Ce dispositif « Cotisation employeur à hauteur est ouverture FAEFE qui ella, dont le coût est intégralement à réduirlorsqu'aux versant de la pouite des familles) ses 82,28% de cotisation employeur ouvre ciblée à prélèvé financièrement...

Alors que l'enseignement privé sous contrat en France cent les dérouléations et retraites de ses personnels agentes publics pris en charge intégralement par l'Etat.

J'interpelle à nouveau prochainement le ministre de l'Éducation nationale Élisabeth Geffray pour demander que soit mis fin à cette exception absurde qui pénalise l'AEFE et les Français de l'étranger.

INFORMATIONS PRATIQUES

La journée défense et citoyenneté (JDC) pour les Français et les Français de l'étranger

La journée Défense et Citoyenneté (JDC) est une étape obligatoire pour tout jeune Français entre 16 et 25 ans pour certaines démarches en France. Elle permet de découvrir les enjeux de la défense nationale et les valeurs citoyennes de la République.

Dans ella, impossible de passer le bac, le permis de conduire ou de se présenter à un concours de la fonction publique une fois de retour en France, si retour en France il y a.

Rapportez-moi toutes les informations du gouvernement

POINT PRESSE

Retrouvez les articles de presse, podcasts ou émissions dans lesquels je me suis exprimée récemment en cliquant sur chacun d'eux

Mon communiqué de presse sur le PJL Urgence agricole

Sur Tous, la France vis plus le tuas des postures.

L'Assemblée en commission du volet lieu de la loi d'urgence agricole vous présente ici avec.

Des exercices ont été ordres sur le texte, mais ce texte du gouvernement toute de fer.

Mais la protection des capitaines d'eau possible et la préservation des zones humides ont été ajoutées à la liste de produites idéologiques.

Lire mon communiqué de presse, partie 1

Lire mon communiqué de presse, partie 2

Mon tribune pour le PJL Urgence Agricole dans La Tribune

Retrouvez mon appel à la responsabilité publié par La Tribune sur le volet « eau » du projet de loi d'urgence pour la protection et la souveraineté agricoles.

Après son examen en commission du développement durable, et avant son arrivée dans l'hémicycle, ce texte doit décider pour ce qui il est : un texte d'abattage. Sur l'eau, nous avons choisi la terre des exploitants. Il nous faut protéger le monde, sécuriser les usages et construire des décisions apaisées.

Retrouvez mes tribunes de presse

La Monde revient sur les débats du PJL Urgence agricole dont je suis rapporteure

Le 19 mai courant, au Palais-Bourbon, les discussions sur le projet de loi d'urgence agricole dont je suis rapporteure ont duré 16 heures. Elles ont abouti à l'examen de 1 500 amendements, dont 500 amendements déposés, des débats qui s'annonçaient houleux, les uns dans les textes : Ferme à Tous, les extensions d'élevages, les ordonnances. Un texte dense, mais nécessaire.

Sur le volet lieu à attribuer ces position d'équilibre : permettre des exclusions problématiques sans sacrifier la science, la démocratie locale ni les garanties environnementales.

En commission, certains articles clef supprimaient alors que leur objectif d'un que toujours dit plainement compris. C'est le cas des dispositions sur les zones humides et les capitaines d'eau possible et transformation le Gouvernement, à leur initiativement en séance, dans un cadre d'urgence, ont rétabli.

Ce débat sera très scruté par les acteurs concernés. C'est une responsabilité que je prends pleinement, mais sur le mécanisme de fond, nous avons gagné du temps, notamment sur le dialogue et la concertation.

Tout Delpey est fait : agir pour nos agriculteurs et agricultrices, sans politiser la science et les territoires.

Retrouvez l'article du Monde

À l'antenne de Radio Classique, j'ai pu exposer le point d'équilibre trouvé sur le PJL Urgence agricole voté "sous"

RADIO CLASSIQUE
« A gauche, une opposition de principe du principe de stockage ; de l'autre côté, des élus qui disent que la terre est la pire mère ici, qui disent que la terre est la pire mère ici, qui disent que la terre est la pire mère ici,

https://lepetitjournal.com/lisbonne/communaute/nathalie-coggia-une-representation-utile-proche-et-efficace-441291?fbclid=IwY2xjawR80dZleHRuA2FlbQIxMABicmlkETBxbldtelRqd2pYMWZlTWxsc3J0YwZhcHBfaWQQMjIyMDM5MTc4ODIwMDg5MgABHnunTgyOZKcpHVmplxure562X_B2U_dcj6NMkTmjye1JjKWJEAf0UEYOn-RB_aem_PrzaPEQysvXiomhVlOtucw

Nathalie Coggia : "une représentation utile, proche et efficace"

Élue en octobre 2025 comme députée de la 5e circonscription des français de l'étranger qui regroupe le Portugal, l'Espagne, l'Andorre et Monaco Nathalie Coggia, suite à ses rencontres avec la communauté française au Portugal, a accordé une interview au Lepetitjournal/Portugal. Elle dresse un bilan de ses échanges avec les Français résidant au Portugal.

Les plus récents

À Lisbonne, Porto et Faro, j'ai rencontré des Françaises et Français aux parcours variés, souvent engagés dans la vie locale et très attachés à leur intégration dans le pays !

Ces échanges ont fait ressortir des sujets très concrets :
- l'accès aux services consulaires,
- les démarches administratives, parfois complexes,
- la situation du réseau scolaire français à l'étranger,
- et enfin, les questions de fiscalité et de protection sociale.

Sur le réseau AEFE, j'ai notamment porté un amendement visant à renforcer les moyens face à l'augmentation des charges, tout en poursuivant le travail sur des solutions plus durables.Ces déplacements alimentent directement mon travail parlementaire : porter les réalités du terrain, identifier des pistes d'amélioration et suivre leur mise en œuvre avec les administrations concernées.

Retrouvez mon interview en entier

AGENDA EN CIRCONSCRIPTION

Je vous propose de partager avec vous, dans chacune de mes lettres d'information, les évènements pouvant vous intéresser dans notre circonscription avec les liens correspondants :

Portugal :

- Le mardi 2 juin 2026 : 4ème édition du choix Goncourt du Portugal à l'Ambassade de France à Lisbonne
- Le mardi 2 juin 2026 à 19h30 : Apéro organisé par l'association SynCoop (groupe d'entrepreneurs francophones) à Lisbonne (réserver sa place par le lien)
- Le mardi 23 juin 2026 : Soirée de la Saint Jean avec sardinade organisée par l'association AFNP à Porto
- Le jeudi 25 juin 2026 de 16h00 à 19h30 : Meet Up CCILF et Frenchtech avec Speed Dating et Networking organisé par la CCI à Porto
- Du lundi 6 au vendredi 10 juillet 2026 : BELC Portugal (Bureau d'Études des langues et des Cultures) organisé par l'Institut français avec France Éducation International à la Faculté de Lettres de Porto

Espagne :

- Le mercredi 27 mai 2026 : Conférence Méli-Vélo, Petite grande histoire du Tour de France avec Paul Fournel et Bernard Wallet à l'Institut français de Barcelone
- Le jeudi 11 juin 2026 à 19h00 : Expérimente l'intelligence collective avec le CJD, une soirée pour tester une méthode d'intelligence collective à Barcelone
- Le jeudi 18 juin 2026 à 19h00 : grande soirée d'été Networking et Matching IA organisée par Mazette à Madrid
- Le mardi 23 juin 2026 à partir de 20h00 : Grand dîner de Gala organisé par l'Entraide à Madrid, à la Résidence de France
- Le vendredi 26 juin 2026 à 21h00 : Soirée tapas organisée par Séville Accueil, soirée en général tous les derniers vendredis du mois

Andorre :

- Le samedi 6 juin 2026 : Représentation "Les 3 mousquetaires, saison 1 d'Alexandre Dumas par le Collectif 49701 à Canillo
- Le vendredi 19 juin 2026 : Mansire au Jambo Street Music Festival, Concert dans le cadre du Jambo Street Music Festival à Andorre-la-Vieille

Si votre association organise **un évènement auquel vous souhaitez que je participe** en fonction de mes disponibilités ou que vous souhaitez **faire connaître aux Françaises et Français de notre circonscription** à travers cette lettre d'information, **n'hésitez pas à me contacter** pour m'en faire part**.**

Share Tweet

This email was sent to <<Email>>
why did I get this? unsubscribe from this list update subscription preferences
Assemblée nationale · Non défini · MADRID, MADRID 28001 · Spain